

Culte catholique »

Culte catholique • an VIII-1961

[Open in Bach](#)

Présentation du contenu

La sous-série 1 P est constituée des archives relatives au culte catholique (an VIII-1961). A l'instar de l'ensemble des documents de la série P, ces archives ont été versées par le secrétariat général de l'administration de la ville. Malheureusement, les dates des versements n'ont pu être déterminées.

Après le 18 septembre 1794, la gestion directe d'un culte par l'État disparaît. Cependant, les comités et commissions de la Convention, puis les institutions du Directoire (27 octobre 1795-10 novembre 1799) et le ministère de l'Intérieur restauré continuent à exercer sur les cultes leur rôle de surveillance, de répression ou de promotion, à gérer les pensions et secours des anciens ecclésiastiques et à suivre la question de l'affectation des édifices culturels. Créé par la loi du 24 août 1790, l'évêché de la Meurthe, héritier du diocèse de Nancy érigé en 1778, comprend des parties importantes des anciens diocèses de Metz et de Toul, ainsi qu'une petite portion de l'ancien diocèse de Strasbourg. Le concordat de 1801, efface les anciennes délimitations ecclésiastiques, crée un nouveau diocèse de Nancy suffragant de Besançon et correspondant à trois départements de Lorraine : la Meurthe, la Meuse et les Vosges, supprimant ainsi les diocèses de Toul, Saint-Dié et Verdun. Sous la Restauration, le nouveau concordat de 1817 prévoit de rétablir les anciens diocèses. Cela se réalise entre 1822 et 1824 dans les limites départementales, le diocèse de Nancy s'étendant sur le seul département de la Meurthe, et prenant le nom de Nancy et de Toul en vertu du bref apostolique du 20 février 1824. Les limites du diocèse sont redéfinies une fois de plus en 1873, à la suite du traité de Francfort. Les arrondissements de Sarrebourg et de Château-Salins sont réunis au diocèse de Metz, tandis que la partie de l'arrondissement de Briey restée française est incluse dans le diocèse de Nancy-Toul qui correspond au nouveau département de Meurthe-et-Moselle. La circonscription épiscopale conserve cette configuration après le rattachement des provinces perdues au lendemain de la Première Guerre mondiale.

Sous le régime concordataire mis en place en 1802, l'Etat reconnaît quatre cultes (catholique, réformé, luthérien, israélite) organisés et financés dans le cadre du droit public. Les cultes reconnus sont organisés en service public du culte ; l'Etat est en charge du traitement des ministres du culte et participe à leur désignation ainsi qu'à la détermination des circonscriptions religieuses. Les autres cultes ne sont pas reconnus et sont souvent considérés comme des sectes. Le décret du 30 décembre 1809 organise le fonctionnement des fabriques dans chaque paroisse. Elles deviennent des établissements publics du culte, et ce jusqu'en 1905. Le conseil de fabrique comprend alors le curé, le maire et cinq à neuf membres élus.

La République de 1848 est secouée par une guerre de classes très dure. En réaction à la peur sociale, la bourgeoisie libérale incarnée par Adolphe Thiers se réconcilie avec les conservateurs catholiques. La loi Falloux de 1850 instaure la liberté d'enseignement au bénéfice de l'Église. Les maîtres des établissements catholiques pouvant enseigner sans les titres exigés des autres, ce que Victor Hugo combat avec éloquence mais sans succès. Ce succès encourage l'Église à s'opposer aux républicains tout au long du XIXe siècle attaquant sans relâche le monde moderne, le libéralisme, la démocratie et la République, dans ses nombreux journaux, dans les prêches dominicaux et dans les encycliques pontificales. L'Église s'inquiète et dénonce l'affaiblissement des convictions religieuses, la montée en puissance du positivisme et du scientisme, mais surtout la menace

d'unification de l'Italie que le mouvement nationaliste italien fait peser sur les États pontificaux. Par réaction, la troisième république est fondamentalement anticléricale. La désaffection à l'égard de l'Église s'amplifie au cours de la seconde moitié du XIXe siècle. Ce détachement trouve son origine dans l'essoufflement de la pratique religieuse dès les années 1760 (surtout dans les villes), la crise du clergé et la déchristianisation forcée de l'an II. Selon l'historien René Rémond : « Le travail industriel, l'usine ou la manufacture, la ville ont eu sur la fidélité religieuse des effets négatifs » (Le XIXe siècle, 1815-1914, Paris, 1974, p. 203). Une fois au pouvoir, les républicains, contre lesquels l'Église lutte en permanence, s'efforcent de laïciser l'État. En 1880, les congrégations non autorisées sont interdites et l'obligation du repos dominical est supprimée. Deux ans plus tard, l'école primaire devient laïque. En 1886, le personnel des écoles primaires publiques est laïcisé à son tour. Certes, la majorité des Français reste attachée à l'Église, mais, dans un tel contexte, la question de la manifestation de l'identité religieuse devient problématique.

Cette évolution aboutit au vote de la loi de séparation des Églises et de l'État le 9 décembre 1905 à l'initiative du député socialiste Aristide Briand. Ce dernier prend parti en faveur d'une laïcité sans excès. La loi forme avant tout un acte fondateur dans l'affrontement violent qui va opposer deux conceptions sur la place des Églises dans la société française pendant presque vingt-cinq ans. Elle remplace le régime du concordat de 1801, qui est toujours en vigueur en Alsace-Moselle pour des raisons historiques (les élus alsaciens en faisaient une des trois conditions d'acceptation de leur rattachement à la France en 1919, sans quoi ils demandaient un référendum, que la France ne pouvait prendre le risque de perdre après une guerre si meurtrière). La loi de 1905 met fin au régime des cultes reconnus : il n'y a plus de religion recevant une consécration légale et tous les cultes sont sur un pied d'égalité. En posant le principe de la non-reconnaissance, la loi n'institue pas pour autant une ignorance légale du fait religieux mais elle met simplement fin à l'opposition entre cultes reconnus et cultes non reconnus. Désormais, l'État n'ignore plus aucun culte. Les cultes, en cessant d'être des institutions publiques, sont désormais soumis au droit privé. L'article 2 de la loi de 1905 prévoit ainsi que les établissements publics du culte, jusque-là chargés de la gestion des lieux de culte, doivent être remplacés par des associations cultuelles qui relèvent de la loi de 1901 sur les associations. Le même article inscrit dans la loi la suppression du financement public pour l'exercice du culte. C'est à l'occasion de la Première Guerre mondiale que la question religieuse est reléguée au second plan et que l'Union sacrée rassemble une France unie sous la bannière tricolore. Mais, avant même l'Union sacrée politique, dès le lendemain du début de la Grande Guerre, le 2 août 1914, le gouvernement français envoie un télégramme aux préfets demandant à ce que les congrégations catholiques, expulsées, soient de nouveau tolérées. Toutes les mises à l'écart du catholicisme sont révoquées.

Durant la première moitié du XXe siècle, l'Église catholique jouit encore d'une grande prégnance au sein de la société française; la pratique est élevée, les sacrements (baptêmes, mariages religieux) sont pratiqués par plus de 90 % de la population, et les funérailles à l'église concernent 95 % des sépultures. Les ordinations de prêtres sont encore à un haut niveau : malgré une baisse qui suivit la loi de séparation, elles enregistreront par la suite un regain, avec un pic qui suit la seconde guerre mondiale (1650 ordinations en 1949). Au recensement de 1954, 34 % des Français disent participer à la messe tous les dimanches. Mais à partir de la décennie 1970, la courbe du catholicisme ne suit plus celle de la croissance de la population.

La sous-série 1 P reflète globalement l'évolution de l'histoire du catholicisme à Nancy depuis le début du XIXe siècle. De nombreux documents permettent de cerner certains aspects de la vie des paroisses nancéiennes. On y trouve notamment les dossiers de création de paroisses ou de modifications des limites des circonscriptions ecclésiastiques. Les comptes de fabriques soumises à la tutelle du maire témoignent également de la réalité du catholicisme nancéen. On note des dénombrements de la population catholique de la ville. Les problèmes liés aux processions ou aux sonneries de cloches, notamment durant la seconde moitié du XIXe siècle, transparaissent également. De même, une importante correspondance avec les autorités municipales témoigne

des difficultés régulières et croissantes du clergé (indemnités de logement, pensions et secours...). L'activité des diverses congrégations (soins des malades, enseignement, asiles...) et les difficultés à se maintenir que connaissent plusieurs d'entre elles sont évoquées dans de nombreux documents relatifs à ces communautés. Toutefois, le chercheur devra obligatoirement compléter ses travaux en consultant, notamment, la série V ainsi que le fonds de l'évêché de Nancy conservé dans la sous-série 50 J aux Archives départementales de Meurthe-et-Moselle.

La sous-série a été classée en juin-juillet 2013 par l'auteur de ces lignes. Une trentaine de centimètres de documents (doubles et quelques journaux sans intérêt), ont été éliminés. Elle compte 96 articles et représente 2,20 ml.

Le 31 juillet 2013

D. Peter

Date de l'unité documentaire an VIII-1961

Description physique

Nombre d'éléments

96 articles

Métrage linéaire

2,20

Dépôt

Archives municipales de Nancy

Origine

Ville de Nancy. Secrétariat général

Historique de la conservation

Cf. présentation du contenu.

Informations sur les modalités d'entrée

Versement

Informations sur l'évaluation

Conservation définitive ; éliminations : 0,30 ml

Statut juridique

Archives publiques

Communicabilité

Librement communicable.

Sources complémentaires

Sources internes

- Série BB, Administration communale.
- Série GG, Cultes.
- Série D, Administration générale de la commune.
- Sous-série 8 E, article 8 E 29 : Prononciations des voeux des novices de la congrégation hospitalière de Saint-Charles (1811-1813).
- Série P, Cultes.
- Série W, Archives contemporaines.

Sources externes

Archives départementales de Meurthe-et-Moselle :

- 1 E 357-370, Confrérie de Saint-Yves et de Saint-Nicolas, ou de la Miséricorde (1614-1790).
- Sous-séries 1 J, 25 J, 31 J, 50 J et 58 J.
- L 1698-1717, Clergé catholique. Traitements et pensions, états, abjurations, déportations (1790- an III).
- L 1718-1719, Cures et fabriques (1792-1793).
- L 1720, Communautés religieuses (1790-1793).
- Sous-séries 1M, 4 M et 6 M.
- Série O.
- Série Q.
- Série T.
- Série V (an X-1947).

- Série W.

- Série X.

Archives nationales :

- Sous-série F19, Cultes.

Bibliographie

- ASSOCIATION DES ARCHIVISTES DE L'ÉGLISE DE FRANCE (AAEF), Manuel des archives de l'Église de France, Paris, 1980.

- BONNET Serge, Sociologie politique et religieuse de la Lorraine, Paris, 1972.

- CONSTANTIN Charles, L'évêché du département de la Meurthe de 1791 à 1802, t. 1, Nancy, 1935.

- GASTALDI Nadine, « Sources et instruments de recherche pour l'histoire religieuse aux Archives nationales : Section moderne », La Gazette des Archives, 1994, n° 165, 2e trimestre, p. 144-158.

- GUILLAUME Pierre-Etienne, Histoire du diocèse de Toul et de celui de Nancy, t. V (1778-1867), Nancy, 1867.

- HOGARD René, Quarante-cinq ans d'épiscopat. Mgr Turinaz, évêque de Nancy et de Toul (1838-1918), Nancy 1938.

- LARKIN Maurice, L'Église et l'État en France, 1905 : la crise de la séparation, Privat, Toulouse, 2004.

- LEBRUN François (dir.), Histoire des catholiques en France du XVe siècle à nos jours, Toulouse, Privat, 1980.

- LE GOFF Jacques, RÉMOND René (dir.), Histoire de la France religieuse, t. 3, JOUTARD Philippe, Du roi très Chrétien à la laïcité républicaine, XVIIIe-XIXe siècle, Le Seuil, 1991.

- MAYEUR Jean-Marie (dir.), Histoire religieuse de la France, XIXe-XXe siècle. Problèmes et méthodes, Paris, Beauchesne, coll. « Bibliothèque Beauchesne », 1975.

- PFISTER Christian, Histoire de Nancy, t. I, 1902, p. 339-384, et t. II, 1909, p. 641-1006.

- RICHARD Gabriel, «le sentiment religieux en Lorraine sous la Restauration et les missions», Annales de l'Est, 1959, p. 39-71.

- SAVART Claude, Les Catholiques en France au XIXe siècle. Le témoignage du livre religieux, Paris, Beauchesne, coll. « Théologie historique », 1985.

Rédacteur de la description

Daniel Peter

Descripteurs

Sujet : vie religieuse • catholicisme

Cotes extrêmes

1 P 1-96